

Journée d'étude :
**50 ans après « L'enseignement agricole et la domination
symbolique de la paysannerie » de Claude Grignon. Acte I.**

PROGRAMME

Mercredi 17 décembre

Organisée par le laboratoire GRESCO

Salle Dominique Guillemet, UFR SHA Poitiers, Hôtel Fumé - 8, rue René Descartes

9h30 : Introduction générale. Penser le renouvellement des inégalités dans l'enseignement agricole au croisement des classes sociales et du genre. Par Joachim Benet Rivière (GRESCO, Université de Poitiers).

9h40 : « Tenir tête à la transition ? Renouveau et reproduction des logiques productives dans l'enseignement agricole » par Clara Gaurichon (Clersé, Université de Lille). Discussion : Cyprien Tasset (VetAgro Sup).

A partir d'une enquête réalisée auprès d'une vingtaine d'acteurs de l'enseignement agricole et d'une analyse de la littérature grise produite par ses institutions, cette communication proposera une analyse des mécanismes d'adaptation et de résistance du productivisme dans l'EA. En mobilisant le cadre du « nouvel esprit du productivisme agricole »¹, il s'agira de questionner si l'EA demeure un facteur de reproduction du productivisme ou si les blocages pour aller vers l'agroécologie se situent à d'autres niveaux. Les premiers résultats montrent que si l'EA ne reproduit plus mécaniquement le productivisme par ses référentiels et postures pédagogiques proposées, de nouveaux mécanismes de résistances à l'écologisation se diffusent sur l'enseignement agricole malgré les efforts de réformes : relativisation des modèles productifs, contexte mésoéconomique défavorable aux transitions, prégnance discursive du syndicat agricole majoritaire ou encore sentiment de « retour en arrière » des enseignants.

10h25 : « Des héritiers aux bifurqueurs : diversité des parcours pré-installation des modalités de socialisation au métier d'agriculteur » par Antoine Dain (CERLIS, LEST) et Caroline Leroux (CERLIS, Université Paris Cité), Caroline Mazaud (LARESS, ESA), Bertille Thareau (LARESS, ESA). Discussion : Joachim Benet Rivière (GRESCO, Université de Poitiers).

Comment les personnes qui s'installent aujourd'hui en agriculture se familiarisent-elles avec le métier ? Si les discussions sur le développement des installations de personnes "non issues du milieu agricole" ont mis en lumière la diversification des parcours d'entrée en agriculture et la perte d'hégémonie du modèle de transmission intra-familiale, elles ne rendent pas tout à fait

¹ Fouilleux, È., & Goulet, F. (2012). Firmes et développement durable : le nouvel esprit du productivisme. *Études rurales*, (190), 131-146.

compte de la pluralité des manières de se socialiser à l'agriculture aujourd'hui. À partir d'une enquête quantitative menée à l'échelle nationale auprès d'agriculteur·ices récemment installé·es, notre communication propose de mettre au jour une typologie de parcours d'installation et de repérer, pour chacun d'eux, différentes modalités et degrés de socialisation au métier, entre socialisation familiale, scolaire ou spatiale, primaire ou secondaire, entamée et renforcée tout au long de la vie ou (ré)amorcée plus tardivement. Dans la mesure où ces modes de socialisation sont également associés à l'origine sociale (et pas seulement à l'origine agricole), il est alors possible de mettre en perspective socialisations professionnelles et (reproduction des) inégalités dans l'exercice du métier.

11h10 : « Défaire l'emprise du productivisme par l'école ? L'apprentissage de la culture machinique chez les jeunes agriculteurs en formation » par Samuel Pinaud (IRISSO, Université Paris Dauphine) et Léa Sénégas (Lab-LEX, ARÈNES, Université Bretagne Occidentale). Discussion : Benoit Leroux (GRESO, Université de Poitiers).

Institutions d'encadrement des futures générations agricoles, les lycées professionnels agricoles – via certains diplômes spécialisés qu'ils dispensent - se sont vu attribuer un rôle central dans la transformation des modes de production : depuis 2014, les nouveaux programmes visent explicitement à « généraliser l'agroécologie dans l'enseignement agricole » pour transformer le rapport des élèves au vivant. Cette communication met en avant la portée très limitée de cette transformation des savoirs alors même que le niveau d'éducation a cru massivement depuis la modernisation agricole des années 1960-1980 et qu'on aurait pu attendre, de ce fait, que l'école ait une influence croissante sur les futurs agriculteurs en formation. Les élèves, dans leur grande majorité, adhèrent pourtant peu aux nouveaux référentiels agroécologiques, perçus comme exogènes, en décalage avec les contraintes qui pèsent objectivement sur leur futur. Cette hostilité sourde témoigne d'un conflit de valeurs entre les nouvelles orientations environnementales de la politique agricole et les identités productives héritées par les futurs agriculteurs.

Ce constat est le fruit d'une enquête qui a trois principales caractéristiques. Premièrement, elle est issue d'un dispositif d'enquête participatif composé d'une vingtaine de personnes associant des sociologues et des agriculteurs sociétaires de l'Atelier paysan, une coopérative d'autoconstruction de matériels agricoles engagée contre le mal-équipement des fermes. Deuxièmement, elle s'est focalisée sur les savoirs et les compétences machiniques, attribut central du métier et point d'observation privilégié de la socialisation des jeunes au productivisme. Troisièmement, elle documente la place de l'école dans la socialisation des jeunes à ces savoirs et compétences machiniques. Elle part de l'hypothèse que l'école était sur ce point dans des rapports divers à deux autres instances de socialisation au métier que sont la famille et la profession (via les maîtres de stage). Cette communication cherche donc à préciser quels sont les rapports observables (contradiction, congruence, etc.) entre ces trois institutions de socialisation si l'on porte le regard spécifiquement sur les savoirs et les compétences machiniques. Il s'agit ainsi de donner à voir ce que l'on peut attendre de l'école dans l'accompagnement de bifurcations conséquentes en termes de pratiques agricoles.

12h05 : *Repas au restaurant universitaire.*

13h30 : « Faut pas aller là-bas, c'est pas intéressant pour toi, ils mettent des gens qui s'y connaissent rien en agroéquipement » par Manon Caudron Fournier (UMR LISST Dynamiques rurales & UMR Territoires - ENSFEA & VetAgro Sup). Discussion : Charline Brandy (GRESKO, Université de Limoges).

A partir d'une enquête ethnographique, toujours en cours, de la discipline « agroéquipement », de deux filières du bac pro (production agricole et agroéquipement), sur plusieurs établissements publics de l'enseignement agricole, cette communication proposera les premiers résultats d'une analyse curriculaire de la (re)production de rapports de genre et de classe autour des apprentissages des machines et outils agricoles. Il s'agira tout d'abord, de part une spécialisation des formations, de saisir les écarts dans les savoirs autour des usages du tracteur portés par les curricula d'une filière composée d'une mixité partielle mais inachevée (CGEA) à celle d'une filière à non-mixité subie (agroéquipement). Ensuite, à l'image symbolique du tracteur qui élève en étant assis·e bien droit sur son siège, il s'agira d'objectiver les frontières symboliques du « sale boulot »/« bon boulot » des curricula, et leur articulation avec le « numérique embarqué », et l'écologisation des pratiques, recoupant des futurs distincts et pensés d' « ouvrier »/ « chef d'exploitation »/ « entrepreneur », faisant écho aux idéaux-types de l'éleveur paupérisé et à celui de céréalier embourgeoisé, par effet de lieu des établissements.

14h15 : « L'espace social du BPREA à l'épreuve des rapports de classe et de genre » par Emma Frison (LISST-Dynamiques rurales, Université Toulouse Jean Jaurès, ENSFEA). Discussion : Alexandre Guerillot (Clerse, Université de Lille).

Cette communication est issue d'un travail doctoral au croisement de la sociologie et géographie (3e année) portant sur les espaces d'apprentissage aux métiers d'élevage dans une perspective de genre. Elle s'appuie sur une enquête ethnographique menée au sein d'un brevet professionnel responsable d'exploitation agricole (BPREA) spécialisé en élevage. Elle propose d'analyser l'espace social de cette formation à partir des trajectoires des apprenant·es et des formateur·ices qui se croisent et s'articulent. L'hétérogénéité des publics, des héritier·es d'exploitations aux néo-ruraux, qui sont à la recherche de la capacité agricole met en évidence le rôle du capital agricole et celui d'autochtonie dans l'accès aux compétences et à la construction de la légitimité professionnelle. L'analyse portera également sur la pluralité des rapports aux savoirs, qui coexistent au sein de cet espace d'apprentissage, contribuant à la construction de rapports de classe et de genre. Enfin cette approche permettra de comprendre comment ces normes influencent les trajectoires et pèsent sur les possibilités d'insertion dans les mondes professionnels agricoles. En ce sens, le BPREA élevage constitue un lieu privilégié pour interroger la manière dont l'enseignement agricole au sein d'un centre de formation et de promotion professionnel agricole (CFPPA) participe aujourd'hui à la re-production des hiérarchies sociales et professionnelles, dans un secteur où l'élevage reste au cœur de tensions entre héritages familiaux, pratiques conventionnelles et discours sur la transition agroécologique.

15h00 : « Quelle place pour la prévention en santé et sécurité au travail dans l'enseignement agricole français ? », par Zoé Rollin (CERLIS, Université Paris Cité). Discussion : Aymeric Le Corre (GRESKO, Université de Poitiers).

La communication est basée sur une recherche en cours Prév'AgriEcole, centrée sur les expositions au risque chimique des jeunes en formation professionnelle dans le secteur agricole, en comparaison avec d'autres filières de formation professionnelle. Le propos vise à interroger

la place de la conscientisation des risques du métier chez les jeunes, ainsi que dans les référentiels de formation.

15h45 : *Pause*

16h : « Apprendre le vin et l'alcool chez les étudiant.e.s en BTS viticulture-œnologie. Des socialisations dissonantes au cœur des carrières de consommations » par Nicolas Palierne et Ludovic Gaussot (GRESO, Université de Poitiers). Discussion : Séverine Depoilly (GRESO, Université de Poitiers).

Depuis Lindesmith² et Becker³ (1963), les notions d'apprentissage et de socialisation sont centrales dans l'étude des *carrières* de consommations de produits psychotropes. Contrairement à la carrière déviante du fumeur de marijuana, l'initiation à l'alcool ne nécessite pas le plus souvent d'être accueillie dans un nouveau groupe social ; elle ne s'inscrit pas en rupture avec les normes dominantes. Le début des alcoolisations s'inscrit au contraire dans une forme de conformité sociale qui n'hésite pas à invoquer encore la tradition. L'alcool étant le produit psychotrope le plus consommé dans nos sociétés, et de façon la plus « consensuelle », il n'est sans doute pas surprenant qu'il soit le plus marqué par des socialisations plurielles. Les carrières juvéniles d'alcoolisation témoignent ainsi le plus fréquemment d'une double socialisation : l'une au sein de la famille, l'autre au sein du groupe des pair.e.s. La socialisation à l'alcool dans la famille tend néanmoins à être banalisée et reléguée dans les récits de carrières de consommation au profit des « vraies » alcoolisations, celles centrées sur leurs effets psychotropes parmi les pairs. Cette socialisation familiale s'accompagne en général de la transmission d'une certaine conception de la modération, d'un « savoir-boire » présenté comme adulte et responsable. Cette initiation au savoir-boire est souvent synonyme de l'apprentissage du goût, si ce n'est du bon goût, d'autant plus lorsque les parents travaillent dans la vigne et le vin. A partir d'une enquête menée par entretiens semi-directifs sur les rapports à l'alcool auprès d'étudiant.e.s et de parents, cette communication se propose de rendre compte des pratiques de consommation des étudiant.e.s en BTS viticulture-œnologie dans une maison familiale rurale marquées à la fois par un rapport professionnel et familial à la culture du vin et la recherche de l'ivresse associée à la culture juvénile du boire. Nous montrons que ces pratiques sont le produit de socialisations dissonantes entre la famille, l'école, le monde professionnel et les sociabilités juvéniles, tout en restant structurées par les rapports de génération, de genre et de classe.

16h45 : « Les maisons familiales rurales : un ordre scolaire dominé et/ou une adaptation de la paysannerie à la forme scolaire ? » par Laure Minassian (CIRCEFT Escol, Shanghai University) et Joachim Benet Rivière (GRESO, Université de Poitiers). Discussion : Clémence Michoux (GRESO, Université de Poitiers).

Cette communication se propose de discuter des thèses avancées permettant de comprendre la genèse et le développement des maisons familiales rurales (MFR) au sein du système scolaire français. Les analyses de la sociohistoire de cette institution de formation pratiquant « la pédagogie de l'alternance » font apparaître deux modèles interprétatifs principaux. Le premier s'inscrit dans la lignée des travaux de Bourdieu et de Grignon sur le système d'enseignement et son rôle dans la reproduction des classes sociales. Les maisons familiales rurales sont pensées, dans ce cadre, comme un espace de ce système participant à la reproduction sociale de

² Lindesmith, A. R. (1947). *Opiate addiction*. Principia Press.

³ Becker, H. S. (1963). *Outsiders: studies in the sociology of deviance*. Free Press Glencoe.

la petite et moyenne paysannerie : les formations professionnelles courtes des maisons familiales rurales, qui préparent à des positions subalternes sur le marché du travail, contribuent à forger un rapport oral pratique aux savoirs spécifiques aux classes populaires. D'un autre point de vue, l'apparition des maisons familiales rurales peut être interprétée comme une tentative d'adaptation de la forme scolaire par la paysannerie. Dans ce cadre d'analyse, il est souligné l'existence d'une capacité de la paysannerie à agir sur le réel, ici le cadre scolaire. Les maisons familiales rurales peuvent, en effet, être pensées comme des écoles adaptées aux intérêts de la paysannerie. Elles proposent un cadre scolaire, qui apparaît aussi comme un prolongement de l'enseignement primaire, avec un moindre degré de scolarisation grâce à l'alternance en entreprise, et peuvent être pensées, en tout cas initialement, comme des écoles orientées en fonction des objectifs de la paysannerie qui a une capacité à agir sur la forme scolaire tout en se soumettant à elle.

17h30 : Table ronde professionnelle. Les personnels de l'enseignement agricole secondaire et supérieur face à la Loi Duplomb et son monde. Avec des personnels des lycées agricoles membres du SNETAP FSU (Syndicat National de l'Enseignement Technique Agricole Public), de l'Elan Commun (intersyndicale CGT Agri, SNETAP-FSU, SNUITAM-FSU et SUD Rural Territoires) et des enseignants-chercheurs d'écoles supérieures agronomiques. Discussion : Joachim Benet Rivière (GRESKO, Université de Poitiers)

Le succès récent de la pétition contre la loi Duplomb a remis sur le devant de la scène la question des reculs en matière d'agroécologie dans les politiques gouvernementales. Parmi ces reculs qualifiés de véritables "retours en arrière", figure notamment le désengagement de l'État en faveur de l'agriculture biologique, qui affecte directement les personnels de l'enseignement agricole, pourtant chargés de former les élèves et les adultes à des métiers plus respectueux de l'environnement. Les mobilisations des agriculteurs et des paysans ont associé à ces enjeux la question des menaces qui pèsent sur la survie économique des exploitations agricoles. La notion de transition agroécologique, pourtant inscrite dans le Code rural, est de plus en plus diluée par le ministère de l'Agriculture dans le vocable plus général et flou des "transitions sociales et sociétales". Dans le même temps, on observe des interventions des organisations professionnelles agricoles dominantes dans le fonctionnement des établissements d'enseignement agricole. C'est le cas, par exemple, d'une école forestière en Corrèze qui a renoncé à la projection d'un film sur le loup en raison de la pression exercée par la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FDSEA) et les Jeunes Agriculteurs (JA). Moins visibles médiatiquement, des mobilisations émergent depuis plusieurs années dans les lycées agricoles publics et dans l'enseignement supérieur agronomique, particulièrement affectés par les politiques d'austérité : suppressions de postes, révision de la comptabilité des heures d'enseignement, réductions d'horaires de cours, fermetures de formations, etc. Cette table ronde entend se concentrer sur l'impact concret de ces politiques d'austérité dans le quotidien des personnels de l'enseignement agricole dans un contexte de crise de renouvellement du groupe professionnel des agriculteurs, tout en mettant en lumière les capacités de mobilisation de ces personnels. Dans le Morvan par exemple, la lutte menée par les enseignants et les personnels pour sauver le lycée forestier de Velet — menacé de fermeture par le Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté — incarne cette résistance portée par les organisations syndicales de l'enseignement agricole public.

18h30 : Conclusion générale. Par Joachim Benet Rivière (GRESKO, Université de Poitiers).